

8èmes Rencontres nationales de la librairie Rennes, 7 et 8 juin 2026

Libraire, notre métier pour aujourd'hui et pour demain

Discours d'accueil d'Alexandra Charroin Spangenberg, présidente du Syndicat de la librairie française

Chères consœurs, chers confrères, chers amis, je suis très heureuse de vous accueillir à Rennes pour cette **huitième édition des Rencontres nationales de la librairie créées et organisées par le Syndicat de la librairie française depuis 2011**. Nous pouvons être fiers de cette manifestation qui est devenue **l'événement professionnel le plus important dans le secteur du livre** avec, encore cette année, plus de 1250 participants. Fiers de l'avoir inscrite dans le temps, fiers de montrer que les libraires savent se retrouver, s'unir pour débattre de leur métier, partager leurs bonnes pratiques, échanger autour de leurs points communs comme de leurs différences, dans le respect de la diversité d'histoires et de cultures qui compose notre profession. Nous sommes fiers et heureux que cette manifestation, autour des libraires, soit également devenue un rendez-vous incontournable pour les autres professions du livre, les auteurs et les autrices, les éditeurs, les éditrices, les diffuseurs, les distributeurs, les pouvoirs publics et les bibliothécaires, que nous accueillons avec grand plaisir...

Cette année, nous avons voulu placer les Rencontres nationales de la librairie **sous le signe du futur**, notamment grâce à un partenariat très stimulant, vous le verrez, avec la revue Futur (Usbek et Rica).

Le futur, économique et politique, que nous décrivions en 2024 à Strasbourg et qui nous a malheureusement rattrapé.

Le futur pour comprendre et pour affronter les défis à venir.

Mais aussi **le futur** pour affirmer que **nous serons toujours là**, qu'une société ne peut pas se passer de la lecture, du livre ni des librairies.

Nous serons toujours là pour promouvoir la lecture.

Nous serons toujours là pour défendre la création et la liberté d'expression.

Nous serons toujours là pour faire vivre nos territoires autour d'un lien social incarné, humain.

Nous serons toujours là pour accueillir, pour ouvrir nos portes, quels que soient l'âge, l'origine, le pouvoir d'achat ou la nature de la relation que chacun de nos clients entretient avec la lecture.

Nous serons toujours là pour le commerce, le plus noble, celui des lettres dont Cicéron disait qu'il était le meilleur remède au chagrin de la vie car il permet d'entretenir et d'enrichir les relations sociales, amicales ou affectives entre les êtres humains.

Nous serons toujours là, ensemble. C'est notre seconde ligne de force pour ces 8^{èmes} RNL. Les temps sont difficiles pour beaucoup d'entre nous. Les appels à la solidarité et à l'action lancés par Anne Martelle, qui m'a précédée à la présidence du SLF, à Strasbourg en 2024 sont, pour la plupart, restés lettre morte. **La situation économique s'est aggravée, la situation politique également. Chaque jour qui passe rend l'inertie de nos partenaires de plus en plus incompréhensible et coupable.**

Les trois plus grandes chaînes de librairies, Gibert, Furet et Decitre sont en redressement judiciaire, mais rien ne vient.

Des petites librairies ferment en silence, mais rien ne vient.

Nous n'embauchons plus, nous ne remplaçons pas les départs, nous licencions pour ne pas fermer, mais rien ne vient.

Les salaires dans nos équipes se sont dangereusement rapprochés du SMIC. Nous vivons des situations sociales de plus en plus difficiles, cela nuit à notre attractivité, à notre capacité à garder nos libraires sur le temps long donc à maintenir un travail de qualité au service des livres et des lecteurs. Mais rien ne vient.

Nous alertons sur les risques d'une « librairie sans libraires », mais rien ne vient.

Nous nous diversifions dans des produits qui échappent aux éditeurs car ceux-ci ne nous rémunèrent pas suffisamment.

Cela devrait les alerter, mais rien ne vient.

Catherine Pégard, notre nouvelle ministre de la Culture, nous a proposé, lorsque nous l'avons rencontrée au mois d'avril, de lancer une mission flash pour trouver des solutions. Mais rien ne vient...

Du moins pour l'instant car la ministre viendra à Rennes demain pour nous rencontrer et nous entendre sur les difficultés que nous traversons. Elle n'a pas souhaité prendre la parole publiquement et veut nous écouter. J'espère que cela donnera lieu rapidement à des suites concrètes.

Alors, oui, **nous remportons néanmoins, ensemble, des victoires**, des victoires symboliques lorsque nous obtenons l'annulation du partenariat entre Livre Paris, organisé par le Syndicat national de l'édition, et Amazon, des victoires « défensives », qui permettent de ne pas voir la situation s'empirer davantage, lorsque nous obtenons de la commission européenne l'interdiction d'une méga fusion entre Hachette et Editis aux mains de Vincent Bolloré, lorsque nous empêchons Amazon de fragiliser le prix unique du livre en protégeant la première digue qui est celle de la loi Darcos sur les frais de livraison des livres, lorsque nous obtenons du Parlement européen une dérogation permettant aux librairies d'échapper à une réduction des délais de paiement à 30 jours qui condamnerait notre capacité à donner du temps aux livres et tout simplement à faire notre métier au service de la création.

Oui, nous remportons de petites victoires. **Le groupe Hachette** vient de nous annoncer l'application, à l'ensemble des librairies, de la remise minimale de 36% et du crédit des retours à 30 jours, durant les deux semestres où les trésoreries des librairies sont les plus tendues. Il rejoint, sur ce principe d'une remise minimale, Madrigall, Editis, mais aussi, depuis longtemps, Actes Sud, l'École des loisirs et d'autres diffusions moyennes ou petites proches des librairies. Parmi les grandes diffusions, seul le groupe Média participations n'applique pas encore cette condition minimale pour que les libraires puissent simplement vivre de leur métier. Je me réjouis que 1 300 librairies voient ainsi leurs remises Hachette s'améliorer et je remercie le groupe, tout particulièrement Philippe Lamotte et Sébastien Bertin,

d'avoir entendu notre demande. Mais, ces décisions doivent être prises par conviction, par nécessité, parce que le rôle indispensable des librairies est compris et partagé et pas pour éviter des critiques lors des Rencontres nationales de la librairie !

36%, c'était « le SMIC de la librairie » lorsque nous avons lancé cette revendication, en 2017, aux Rencontres nationales de la librairie de La Rochelle. Le SMIC augmente, le minimum vital pour la librairie aussi et la remise minimale devrait être aujourd'hui de 38%. Répondre à notre demande au bout de dix ans, c'est bien mais il faut aller plus loin. Il faut aussi faire sauter le plafond de verre de 40% pour les librairies moyennes et grandes. C'est possible pour d'autres circuits de vente de livres. Pourquoi, alors, n'est-ce pas possible pour les librairies ?

Je sais, les diffuseurs vont expliquer qu'Amazon, la FNAC ou Leclerc n'ont pas de remise supérieure à 40%. C'est vrai et c'est faux. Vrai parce que la remise « fichier » n'est peut-être pas officiellement supérieure à 40% ; faux car, avec tous les avantages annexes accordés à ces grands acteurs (remises arrière ou de fin d'année ; contrats commerciaux, coûts de transport moins élevés ; facturation des mises en avant et du référencement ; pénalités pour les retards de livraison, etc.), la remise commerciale « réelle » dépasse largement les 45%.

Je vous pose la question à vous diffuseurs /éditeurs : que devons-nous penser, nous libraires, quand nous apprenons que vous payez Amazon et d'autres grands acteurs, simplement pour qu'ils référencent vos ouvrages ?

Cela signifie que ce sont les acteurs qui ont les charges les plus lourdes, les libraires, qui investissent dans leur lieu, dans leur personnel, pour offrir une expérience et un service de qualité à leurs clients, qui ont les remises et les marges les moins élevées. Les librairies sont sous-rémunérées pour pouvoir augmenter les bénéfices d'Amazon et de la grande distribution.

Nous demandons aux pouvoirs publics de se pencher sur cette question parce que les équilibres de la filière sont en jeu. Nous leur demandons de faire respecter l'article 2 de la loi de 1981 qui impose que le qualitatif soit mieux rémunéré que le quantitatif, autrement dit, pour faire court, qu'une librairie de qualité soit mieux rémunérée qu'Amazon...

C'est une question de survie économique et aussi de considération et de respect.

Je m'arrête une minute sur la considération et le respect. Voilà bientôt 2 ans que je suis Présidente du Syndicat et je suis abasourdie par ce manque de considération décomplexé de la part d'acteurs qui devraient être nos alliés. J'ai souvent entendu des phrases comme :

« Vous les libraires, vous vous plaignez tout le temps et puis finalement, vous êtes toujours là, c'est que ça ne va pas si mal.

Nous publions les livres qui sont vos plus grands succès.

En ce moment, les coloriages ça cartonne, vous en vendez bien quand même ?

Il y a quand même beaucoup de libraires qui tiennent une librairie sans savoir ce qu'ils font.

Il y a un manque de compétences chez les libraires, nous on est là pour vous aider. »

La dernière illustration magistrale de ce que je suis en train de dire s'est produite il y a quelques jours à la matinale de France culture où j'étais invitée avec Gaëlle Maindron, libraire à Saint-Pol de Léon, et Olivier Labbé, libraire à Blois, et dont le sujet central était le livre et les librairies. Nombre d'entre vous, mais aussi des auteurs et d'autres éditeurs, ont été choqués par ce qu'ils ont entendu si j'en crois les nombreux messages que j'ai reçus depuis. En première partie, ce sont deux éditeurs hommes prestigieux qui sont invités pour parler de la librairie... Ils nous expliquent que ça ne va pas si mal parce qu'on est protégé par le prix unique et parce qu'on a retrouvé le chiffre d'affaires de 2019, en oubliant au passage qu'avec le chiffre d'affaires d'il y a sept ans, on ne peut absolument pas couvrir nos charges d'aujourd'hui... Si les libraires ont des difficultés, c'est qu'ils ne savent pas gérer. Les éditeurs vont nous former parce que finalement, comme dit l'un de ces deux éditeurs, « une librairie, c'est fait pour vendre des livres », sous-entendu vendre nos livres, sous-entendu pour nous servir de simples agents commerciaux. Et on m'a ensuite expliqué que je ne comprenais pas les choses, que le problème, ce n'était pas les éditeurs diffuseurs mais le livre d'occasion.

Je suis une libraire, une femme, je suis jeune, je vis en province et j'ai un nom imprononçable. C'est normal que je ne comprenne pas les choses comme ces grands messieurs parisiens...

Cette condescendance envers les libraires est insupportable. Elle fleure bon les siècles passés. Mais les siècles passés sont passés ! Les éditeurs se cachent derrière le prix unique. Tout va bien en France et pour vous libraires parce qu'on a le prix unique.

Mais ce sont les libraires, en l'occurrence le SLF, qui défendent le prix unique en justice depuis près de 50 ans, jamais les éditeurs (sauf une première fois en 2026 et à notre demande pour nous soutenir dans la défense de la loi Darcos) ! C'est le SLF qui s'est battu pour obtenir la création du Médiateur du livre et faire appliquer le prix unique du livre alors que les éditeurs y étaient farouchement opposés. Ce sont les libraires qui demandent aux éditeurs de respecter le prix unique, de marquer les prix sur les livres, de respecter l'article 2 de la loi en rémunérant mieux le travail qualitatif que l'art de monter des piles de best-sellers à côté des caisses. Les éditeurs se servent du prix unique mais ils sont les premiers à ne pas l'appliquer dans toute sa logique.

Et pourtant la lettre et l'esprit de la loi Lang, en particulier son article 2, ont été pensés par de grands éditeurs en leur temps, à commencer par Jérôme Lindon. Le prix fixé par l'éditeur, marqué sur les livres et les libraires mieux rémunérés que les grandes surfaces, c'est un tout, une mesure ne peut pas aller sans l'autre. On ne peut pas couper le prix unique en rondelles et ne prendre que les meilleurs morceaux. On ne peut pas fixer les prix sans prendre en considération la rémunération de toute la chaîne, fixer des remises commerciales qui ne permettent plus aux libraires de s'en sortir et leur dire qu'ils sont mauvais gestionnaires.

Quand reconnaîtra-t-on que le prix unique, c'est aussi un outil de domination de l'édition sur le reste de ce que l'on appelle la chaîne du livre ? La chaîne qui relie et celle qui enchaîne... Et je dis ça en rappelant que ce sont les libraires qui défendent le prix unique et qu'ils sont depuis des décennies et resteront, sans la moindre ambiguïté, des soutiens indéfectibles de cette régulation indispensable. **La domination de la chaîne par les éditeurs, c'est le moins mauvais des systèmes.**

Très bien, défendons ce système. Mais on ne peut pas prendre la domination sans prendre aussi la responsabilité qui va avec !

Nous obtenons des victoires, petites ou grandes, et **nous livrons bataille ensemble et unis**. C'est pour cela que j'ai tenu cette année à ce que ce collectif au service des libraires, composé de dizaines de femmes et d'hommes, soit incarné en montant sur scène à mes côtés, les libraires élus du SLF, tous bénévoles je le rappelle, son Conseil d'administration, son Directoire, la vice-présidente et présidente de sa commission commerciale Amanda Spiegel, la présidente de sa commission écologie Ingrid Ledru et le président de sa commission sociale Damien Bouticourt, l'équipe du SLF, les représentants des associations régionales et spécialisées ou des groupements de libraires, l'École de la librairie, l'Alire ou encore la CLIL, la commission de liaison interprofessionnelle du livre. La CLIL, organisme co-géré entre les libraires et les distributeurs, présidé par Sandrine Gendre de la librairie le Point-Virgule à Aurillac et dirigée par Sophie Salmon qui en est la seule salariée. Sophie qui sait se démultiplier pour garantir les avantages de la mutualisation du transport et gérer efficacement les conséquences de crises comme celle, récente, du transporteur Ziegler que vous avez subie, ici en Bretagne et plus largement dans l'ouest mais qui aurait été beaucoup plus pénalisante sans le travail de la CLIL.

Notre futur, notre collectif, voici donc deux des axes majeurs de ces Rencontres. J'y ajoute **la résistance et la volonté d'avancer** rapidement et concrètement.

La résistance de notre profession face aux défis économiques et politiques auxquels elle fait face.

Le cabinet **Xerfi** va nous présenter tout à l'heure son 6^{ème} baromètre sur la situation économique et financière des librairies. Vous vous doutez qu'il y aura des moments plus joyeux au cours de ces deux jours ! Il y aura, par exemple, la remise des prix Sorcières ce soir, association qui a 45 ans cette année, voilà de quoi nous réjouir. Et puis il faudra danser ensemble ce soir pour distraire l'angoisse et prendre une bonne dose d'énergie collective...

Nous ne faisons pas ces études pour désespérer les libraires mais pour alerter nos partenaires et pour leur montrer la vérité des chiffres. Certains diffuseurs nous ont dit, en 2024, qu'ils n'y croyaient pas... C'est plus simple de ne pas y croire effectivement, plus simple de sous-entendre que nous trafiquons les données des

bilans avec la complicité de Xerfi, plus simple de se bander les yeux... Mais la situation confirme malheureusement la réalité décrite par ces études. Une réalité à laquelle nous refusons de nous résoudre. L'étude Xerfi dit la vérité mais, chacune et chacun, dans nos librairies, nous tentons de la faire mentir pour garder la tête hors de l'eau. La question à laquelle nous devons répondre ensemble, c'est : oui, mais à quel prix ?

La résistance politique face à la concentration qui s'accroît avec notamment la prise de contrôle de la FNAC par l'actionnaire du groupe Editis. Et bien-sûr la **résistance face à l'emprise idéologique de l'extrême-droite** sur le livre et sur la culture. Après Fayard, la prise en main de Grasset consécutive au licenciement brutal d'Olivier Nora vient confirmer que le livre est devenu, au même titre que l'audiovisuel, la presse ou le cinéma, le vecteur d'un projet politique extrémiste et décomplexé. **Nous refusons l'instrumentalisation du livre et de la culture au profit de la haine et du rejet de l'autre.** Ce projet est contraire aux valeurs que portent le livre et les librairies et que nous avons présentées il y a deux ans à travers la Charte des valeurs que nous avons publiée et qui reste d'une brûlante actualité. Des représentants de la presse et du cinéma viendront témoigner demain de ce qu'ils vivent et redoutent dans leur secteur et le SLF est d'ores et déjà associé à des collectifs culturels interdisciplinaires qui réfléchissent ensemble aux moyens et mobilisations nécessaires pour faire face à l'offensive culturelle qu'a lancée l'extrême droite. Dans cet esprit, nous vous proposerons, dans quelques jours, de vous mobiliser pour défendre l'audiovisuel public, avec les autres acteurs de la culture et le grand public.

Le SLF n'est pas et ne veut pas être une association militante ou un parti politique. La loi sur les syndicats nous l'interdit d'ailleurs. Mais les circonstances nous obligent à prendre parti. Comment ne pas prendre parti face à ce qui nous assaille ? Nous défendons les valeurs de la profession, celles attachées au livre et à la lecture. Nous ne défendons pas des opinions politiques. **Notre action est politique, elle n'est pas politicienne.** Nous défendons un projet de société à l'échelle de notre profession et à travers elle, ni plus ni moins.

C'est pour cela que nous nous battons contre le projet de Vincent Bolloré et dénonçons la rupture qu'il a provoquée en intervenant en tant qu'actionnaire dans la liberté éditoriale des maisons qu'il possède financièrement. C'est également pour cela que nous avons tenu à entendre, ce soir, des autrices et des auteurs ayant décidé de quitter **Grasset** après l'éviction d'Olivier Nora. Entendre et échanger avec eux, au cours de la table-ronde et de la soirée, sur leur situation, les raisons de leur choix et sur nos enjeux professionnels respectifs.

C'est pour cela aussi que la recrudescence des **agressions contre les librairies et les libraires** nous inquiète et que nous les dénonçons haut et fort. Nous appelons les pouvoirs publics, le ministère de la Culture mais aussi et surtout ceux de l'intérieur et de la justice, à faire respecter la liberté d'expression dans nos commerces comme dans l'ensemble des lieux de culture. Sachons lutter contre l'intolérance qui s'étend et préservons notre capacité à être en désaccord tout en se respectant. Lorsque la démocratie est en jeu, nous ne pouvons pas détourner les yeux.

Mais résister, c'est également interroger **l'impact du développement de l'intelligence artificielle sur notre liberté et sur l'esprit humain**. **Nous ne sommes pas des Amish** et nous consacrerons d'ailleurs un atelier à la manière dont l'IA peut améliorer nos process et notre productivité en librairie. Mais il existe une frontière infranchissable, celle de la nature humaine de la création. Une frontière que les grandes plates-formes, Amazon en tête mais également Spotify ou Deezer pour la musique, Facebook, Tik tok et bien d'autres pour la presse ont déjà franchi et vont vouloir effacer.

Nous entrons dans **une nouvelle bataille** entre des opérateurs de flux qui généreront artificiellement des millions d'ouvrages, et des acteurs de la sélection, de la curation, au premier rang desquels se trouveront les éditeurs et les libraires. Déjà nos clients nous demandent des ouvrages conseillés par Chat GPT qui ne sont pas dans nos bases et que nous ne pouvons pas commander soit parce qu'il s'agit de faux livres générés par IA par ou sur Amazon, soit tout simplement parce que l'IA recommande un titre inventé de toute pièce et qui n'a jamais existé même artificiellement !...

Nous défendons la création, une création nécessairement reliée à la voix, à l'histoire, à la vision, à la pensée d'un être humain. Ce n'est pas une question de performance, c'est une question qui touche à la nature même de la création. Et nous voulons rester des acteurs de **la confiance**. Demain, nous perdrons nos clients si nous ne pouvons certifier la dimension humaine des œuvres que nous présentons. C'est une question dont nous devons tous nous emparer, auteurs, éditeurs, pouvoirs publics, libraires et bibliothécaires.

Je cite à cet égard le philosophe **Marc Hunyadi**, que nous accueillerons demain, qui lutte pour protéger notre esprit en le déclarant patrimoine commun de l'humanité : « Désormais, pour réaliser une action et atteindre leur but, les humains doivent d'abord obéir à des machines : fait anthropologique majeur ! Les relations à la technique se substituent progressivement aux relations naturelles au monde. Comment cette obéissance imposée n'aurait-elle pas des effets sur la vie de l'esprit ? ».

Je relie cette pensée à notre engagement en faveur d'une meilleure prise en compte de **l'écologie** dans notre filière car il s'agit là aussi de sortir d'une domination économique et technique pour favoriser le temps long, la considération pour les textes, pour celles et ceux qui les écrivent et les éditent, l'esprit critique et les voix qui innovent et inventent, et le respect du monde qui nous entoure qui est aussi un respect de nous-mêmes.

Voici pour la résistance. Tournons-nous maintenant vers **les pistes pour avancer**.

Sur le plan économique, nous demandons qu'une concertation s'engage, sous l'égide du ministère de la Culture et/ou du Médiateur du livre, sur **l'application de l'article 2** de la loi de 1981 sur le prix unique que nous lisons comme introduisant une discrimination positive en faveur des librairies.

Nous appelons au **rétablissement des crédits du ministère de la Culture** pour l'économie du livre et le développement de la lecture et à une réflexion sur les moyens de perpétuer et de renforcer le succès du pass Culture comme celui de Jeunes en librairie pour l'accès des jeunes à la lecture. Peu de temps après avoir déclaré la lecture « Grande cause nationale », le Parlement et le gouvernement

réduisent de moitié les crédits du pass Culture, baissent de 15 à 25% les crédits destinés au livre. Dans le même temps, la subvention accordée au Centre national du livre par l'État a baissé de 22% en deux ans. Pourquoi stigmatiser le livre à ce point si l'on veut vraiment défendre la lecture ?

Nous appelons également à **la création d'une taxe en faveur des acteurs indépendants du livre**, assise sur le chiffre d'affaires des grands opérateurs du secteur et répondant à un objectif de redistribution au sein de notre filière. Face à la concurrence des grandes plateformes et à l'inertie des groupes d'éditeurs, des moyens nouveaux doivent être dégagés pour répondre à la précarisation croissante des auteurs et autrices, des maisons d'édition et des librairies indépendantes. C'est comme cela que ça fonctionne dans toutes les autres industries culturelles :

- 4 milliards d'euros pour l'audiovisuel (soit 14% du chiffre d'affaires du secteur)
- 700 millions d'euros pour le cinéma (soit 15,6% du chiffre d'affaires du secteur)
- 200 millions d'aide à la presse (soit plus de 3% du chiffre d'affaires du secteur)
- 66 millions de taxe pour la musique auxquels s'ajoutent 30 millions de subventions, soit près de 100 millions d'euros au total (soit 6% du chiffre d'affaires du secteur)
- 0 euro de taxe pour le livre...

Le livre, première industrie culturelle, est non seulement infiniment moins financé que les autres secteurs culturels mais il subit de surcroît des baisses de budget plus élevées. A ce stade, parler d'incompréhension de notre part est un doux euphémisme...

Pour ne prendre qu'un seul exemple, **les salles de cinéma d'art et d'essai**, dont le travail de grande qualité pourrait être rapproché de celui que nous faisons, bénéficie chaque année d'aides directes à hauteur de 20 millions d'euros. Nous demandons le même traitement pour améliorer de deux points les marges des librairies. Pourquoi ce qui est possible pour ces lieux culturels indispensables que sont les cinémas d'art et d'essai ne l'est-il pas pour les librairies qui sont tout autant indispensables ?

L'opérateur existe, le Centre national du livre. Le dispositif existe, l'aide VAL, dont le nombre de bénéficiaires et le montant des aides serait très significativement accru. La taxe que nous demandons existe dans toutes les autres industries culturelles. Elle existait dans le secteur du livre jusqu'en 2019. Notre demande n'a rien d'aberrant. Elle requiert une volonté politique et nous comptons à ce titre sur notre nouvelle ministre de la Culture Catherine Pégard.

Autre piste : nous demandons d'intégrer le livre dans les règles limitant la **concentration des médias** afin qu'un même opérateur ne puisse pas cumuler la détention de maisons d'édition, de télévisions, de radios, et d'organes de presse et d'autres réseaux de diffusion comme des réseaux de vente de livres ou de salles de cinéma. Il est plus que temps d'encadrer cette concentration et de défendre la culture indépendante.

Comme vous le voyez, le programme est dense mais il est fondé et indispensable. Je vous propose d'en discuter de manière sérieuse et joyeuse, déterminée et confraternelle durant ces deux jours d'échanges et de partage. Je sais que nous libraires, nous avons un avenir, j'ai confiance dans un futur où nous continuerons à voir briller les yeux des lecteurs quand nous leur parlerons des livres, où les jeunes plébisciteront les librairies comme ils l'ont fait avec le Pass culture et que nous serons ce maillon essentiel de la chaîne du livre pour faire vivre la lecture pour tous. Car la tâche se poursuivra après lundi soir et nous l'accomplirons, je l'espère, avec encore plus de détermination et de solidarité.

Bonnes RNL à tous !